



Paris, le 9 janvier 2024,



à **Mme Claudia SCHERER-EFFOSSE,**  
**Directrice générale de l'AEFE**  
Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger  
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères  
23 place de Catalogne  
75014 PARIS

Objet : préavis de grève 1er février 2024

Madame la Directrice générale,

Nos organisations syndicales FSU, FNEC FP - FO, CGT Educ'Action, SUD éducation appellent à une journée de grève le 1er février 2024, « pour nos salaires, contre les suppressions de postes, contre la mise en place des réformes à marche forcée ».

En France, la crise de recrutement dans l'éducation se pérennise, et la faiblesse des salaires est le premier obstacle à l'attractivité des métiers de l'éducation. Nos organisations exigent de véritables augmentations salariales, en particulier par une augmentation significative du point d'indice pour tous les personnels dans le contexte de forte inflation.

Le ministre de l'Éducation nationale refuse désormais de discuter de nouvelles mesures générales pourtant nécessaires et envisage même une nouvelle transformation des carrières marquée par un poids croissant des hiérarchies.

A l'AEFE, le blocage budgétaire de l'application stricte de l'ensemble des indemnités statutaires des personnels détaché·es ne peut plus durer. A la rentrée 2023, les personnels en font à nouveau les frais avec les nouvelles mesures indemnitaires qu'ils ne percevront pas ! Cette différence de traitement entre titulaires de l'éducation nationale est incompréhensible et inacceptable, le manque à gagner pour les agents du réseau s'accroît régulièrement.

Les personnels de droit local quant à eux subissent de plein fouet les effets de l'inflation. Leur situation doit être prise en compte, aussi bien dans les EGD que dans les établissements conventionnés.

En Centrale, des inégalités salariales subsistent, elles doivent être considérées et réglées.

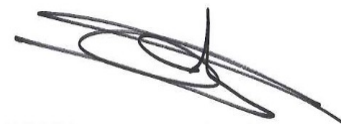
Par ailleurs, la dégradation des conditions de travail et la perte du sens du métier doivent être prises au sérieux. La formation continue saccagée, l'inclusion sans moyens, les effectifs nombreux dans les classes contribuent à dégrader ces conditions de travail.

Nous exigeons le retrait de la réforme du lycée professionnel, emblématique du moins d'école, moins d'enseignant-es, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management ! Pour toutes ces raisons, nous appelons à la mobilisation par des actions diversifiées et à une journée de grève dans l'ensemble du réseau AEFÉ comme en Centrale, le 1er février 2024.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Directrice générale, l'expression de nos respectueuses salutations.



Bruno RIBARD  
SNUipp-FSU Hors de France



Patrick SOLDAT  
SNES-FSU Hors de France



Anthony DELTOUR  
SNEP-FSU Hors de France